

A l'attention des médias

Embargo

23 mars 2018, 14h00

Communiqué de presse**Le Conseil mondial de la biodiversité adopte le rapport sur la situation en Europe et en Asie centrale**

La biodiversité en Europe et en Asie centrale revêt une importance considérable pour la région, mais elle décline d'année en année. La qualité de la vie d'un nombre croissant de personnes est ainsi compromise à long terme. Telle est la conclusion du premier rapport élaboré par le Conseil mondial de la biodiversité (IPBES) sur la situation en Europe et en Asie centrale. Les experts proposent plusieurs initiatives possibles et recommandent de davantage tenir compte, à l'avenir, de la biodiversité et des services rendus par la nature dans tous les domaines. Le rapport a été adopté le 22 mars 2018 à Medellín (Colombie) ainsi que les rapports concernant l'Asie-Pacifique, l'Amérique et l'Afrique, et un rapport sur la dégradation du sol. L'IPBES, Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, synthétise ainsi pour la première fois la situation de la nature et les conséquences pour l'être humain dans le monde entier.

23 mars 2018. « La diversité biologique revêt une importance capitale pour la solidité du système, et pourtant, elle diminue. Son recul met également en péril la qualité de notre vie et compromet la performance économique. S'engager pour la sauvegarde de la biodiversité, c'est donc aussi s'engager pour l'être humain et l'économie. Cette corrélation est présentée en détail et étayée par des chiffres et des faits dans le nouveau rapport relatif à la situation en Europe et en Asie centrale », a déclaré Markus Fischer, de l'Université de Berne, président du Forum Biodiversité de l'Académie suisse des sciences naturelles, et qui a coprésidé l'élaboration du rapport.

La valeur des habitats laissés à la nature et des écosystèmes intacts pour la biodiversité, la régulation de l'eau et les loisirs peut même être supérieure à la valeur d'autres utilisations du sol comme l'agriculture. Cette nature intacte est toutefois gravement menacée et toutes les tendances sont à la baisse, tant pour la diversité biologique que pour les services rendus par les écosystèmes. Les cours d'eau, les lacs et les mares figurent parmi les milieux les plus en danger et, par conséquent, les espèces qui vivent en eau douce subissent une énorme pression. A peine 16% des espèces terrestres figuraient dans la catégorie « espèces non menacées » pour la période 2007-2012, et la fréquence d'espèces d'oiseaux répandues dans les zones agricoles d'Europe et d'Asie centrale s'est réduite de 57% depuis 1980. La plupart des pays d'Europe et d'Asie centrale (à part les pays scandinaves et la Russie, à faible densité de population) consomment nettement plus de ressources naturelles que la région ne peut en produire. Une bonne partie des matières premières, des combustibles fossiles, des aliments et des loisirs proviennent d'autres pays.

Les succès obtenus jusqu'à présent au niveau de la protection de la biodiversité et des services écosystémiques montrent qu'une combinaison judicieuse de divers instruments politiques peut apporter des améliorations. La Stratégie Biodiversité Suisse en tient compte, mais le plan d'action qui en a résulté ne le fait qu'en partie. Le rapport de l'IPBES révèle clairement que des mesures

s'imposent aussi, en harmonie avec la politique biodiversitaire menée jusqu'à présent, dans d'autres domaines politiques (agriculture, aménagement du territoire, transports et développement économique, p. ex.). Pour promouvoir cette approche globale, il conviendrait d'intégrer les différentes valeurs de la nature et ses contributions au bien-être de l'homme dans le calcul du produit intérieur brut. Une plus forte identification des marchandises produites dans le souci de l'environnement, par le biais de certifications, serait également opportune.

Coordination depuis la Suisse

Les rapports ont été commandés par les 128 Etats signataires. Au total, 550 experts de plus de 100 pays y ont collaboré. 120 spécialistes internationaux, originaires de 36 pays, ont participé à la rédaction du rapport sur la situation en Europe et en Asie centrale. Ils ont synthétisé environ 4000 études scientifiques et reçu quelque 7700 propositions d'amélioration d'experts externes et de gouvernements. La Suisse a joué un rôle central à ce sujet. Markus Fischer, de l'Université de Berne, président du Forum Biodiversité de l'Académie suisse des sciences naturelles, a codirigé avec un confrère écossais l'élaboration du rapport concernant l'Europe et l'Asie centrale. Le chapitre sur les moteurs de l'évolution de l'environnement a été coordonné par Niklaus Zimmermann, de l'Institut fédéral de recherche sur la forêt, la neige et le paysage (WSL). Par ailleurs, d'autres experts des universités de Berne, de Genève et de Lausanne ainsi que du WSL ont participé à la rédaction de différents chapitres.

L'IPBES a été créée en 2012, dans le but de mettre en évidence la corrélation entre la protection de la nature et les avantages qu'en tire l'espèce humaine. Elle entend renforcer le soutien accordé à la protection de la biodiversité par les acteurs politiques internationaux. Pour en savoir plus sur l'IPBES: www.ipbes.net.

Contacts à Medellín (Colombie) :

Markus Fischer, coprésident du rapport et coresponsable du chapitre 3 (état de la biodiversité et tendances), Université de Berne, président du Forum Biodiversité Suisse, tél. mobile : +41 78 875 95 62, markus.fischer@ips.unibe.ch, contact Skype : "markus...fischer"

Eva Spehn, délégation suisse IPBES-6, Forum Biodiversité Suisse, SCNAT, tél. mobile : +41 79 664 83 81, eva.spehn@scnat.ch, contact Skype : "evaspehn"

Disponibilité : Markus Fischer participera à la conférence de presse de l'IPBES le 23 mars, 14h00 - 15h30. La conférence de presse sera retransmise en ligne et les journalistes accrédités par l'IPBES pourront poser des questions. Markus Fischer et Eva Spehn seront joignables après la conférence de presse de 16h00 à 17h00.

Scientifiques suisses participants :

Communication en français :

Raphaël Arlettaz (coordinateur du chapitre sur les instruments politiques), Université de Berne, +41 (0)31 631 31 61, raphael.arlettaz@iee.unibe.ch

Martin Schlaepfer (coordinateur du chapitre sur les scénarios de demain), Université de Genève, +41 (0)22 379 08 01, martin.schlaepfer@unige.ch

Antoine Guisan (auteur du chapitre "état de la biodiversité et tendances" à propos de la biodiversité en montagne & coordinateur du chapitre sur les scénarios de demain), Université de Lausanne, +41 (0)21 692 42 54, antoine.guisan@unil.ch

Communication en allemand :

Niklaus E. Zimmermann (coresponsable du chapitre sur les moteurs de l'évolution de l'environnement), institut fédéral de recherche WSL, +41 (0)44 739 23 89, niklaus.zimmermann@wsl.ch

Christian Rixen (coordinateur du chapitre sur les scénarios de demain), WSL, Institut de recherche sur la neige et les avalanches (SLF), Davos, +41 (0)79 673 03 77, rixen@slf.ch

Roland Olschewski (coordinateur du chapitre sur les instruments politiques), Gestion de l'environnement et des ressources, Institut fédéral de recherche WSL, +41 (0)44 739 25 62, roland.olschewski@wsl.ch

SCNAT – le savoir en réseau au service de la société

L'Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT) et ses 35 000 experts s'engagent à l'échelle régionale, nationale et internationale pour l'avenir de la science et de la société. Elle sensibilise aux sciences naturelles en tant que pilier du développement culturel et économique. Sa large représentation en fait un excellent partenaire pour la politique. La SCNAT interconnecte les sciences naturelles, offre son expertise, encourage le dialogue entre la science et la société, identifie et évalue les développements scientifiques et fournit la base de la prochaine génération de naturalistes. Elle fait partie du réseau de l'Académie suisse des sciences.